

## Article

---

« L'État et l'état de guerre »

Kal J. Holsti

*Études internationales*, vol. 21, n° 4, 1990, p. 705-717.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702742ar>

DOI: 10.7202/702742ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# L'État et l'état de guerre

K.J. HOLSTI\*

Si l'on remonte jusqu'au XVII<sup>ème</sup> siècle, on constate que la plupart des États-nations ont été créés dans un climat de violence armée.<sup>1</sup> La transformation des régimes politiques, soit le passage de l'empire agraire, multinational et multiculturel à l'État bureaucratique moderne, industriel, capitaliste et centralisé, s'est opérée sur fond de guerres à répétition ; il est évident que ce processus de transformation n'est pas encore achevé. On peut encore discuter abondamment des raisons exactes pour lesquelles on retrouve autour de l'État-nation une telle mystique (le principe d'autodétermination nationale), des fondements légaux aussi rigides (la doctrine de la souveraineté), un soutien militaire aussi puissant, assuré par les forces armées, et de tels liens au sein du public (le nationalisme). Pourtant, dans l'ensemble, les bases de l'État semblent très solides et l'argument selon lequel les États ont de plus en plus de difficulté à garantir à leur population les services essentiels (dont la sécurité) ne semble pas très convaincant. Cela ne signifie pas nécessairement que les États indépendants sont mieux placés pour résoudre des problèmes qui, de par leurs origines et leurs conséquences, ont de plus en plus une portée mondiale. Il est certain que la demande de collaboration et d'actions conjointes est plus forte que jamais. Mais si l'on doit trouver des solutions à ces problèmes ou envisager des améliorations, elles proviendront des politiques conduites par les États – même si elles constituent assez souvent une réponse à des mouvements populaires tels que Greenpeace – et par des organismes supranationaux.

De nombreux spécialistes des relations internationales, jusqu'à Rousseau lui-même, ont affirmé que la guerre va nécessairement de pair avec un système constitué d'États indépendants, qui révèlent des carences au niveau de leurs institutions centrales chargées de la gestion régionale ou mondiale. Le principe de l'anarchie (qu'il ne faut pas confondre avec le chaos) garantit que la poursuite d'objectifs spécifiques par des États souverains conduit aux conflits internationaux. Dans cette optique, de tels objectifs – qu'ils concernent le territoire, la sécurité, la maîtrise des échanges commerciaux ou un certain prestige, entre autres – n'aboutissent en fait à rien. La poursuite de ces objectifs ne peut se faire qu'au détriment des intérêts d'autres pays. Ce qui provoque la guerre. La parabole de la chasse au cerf

\* *Professeur au Département de science politique, Université de Colombie-Britannique, Vancouver, Canada.*

1. Ceci est la version complète et considérablement révisée d'une conférence présentée le 16 décembre 1989 à l'Université Maharaja Sayajirao de Baroda, à Baroda, en Inde. Je suis reconnaissant à cette institution, au Professeur A. P. Rana et à la Fondation Ford d'avoir organisé ma visite. Le texte original paraîtra dans *Baroda Papers on International Relations*.

imaginée par Rousseau démontre de manière très précise pourquoi, même s'il existe une volonté de coopération, certains États souverains, se livrant à des calculs rationnels, abandonnent leurs objectifs premiers pour rechercher des gains à court terme, ce qui les conduit à entrer en guerre.

Ainsi la guerre est-elle la conséquence des rapports entre communautés politiques distinctes. De nombreux réformistes et partisans de la paix affirment que la cause principale de la guerre est le système des États. Si l'on s'en tient à un tel diagnostic, il est difficile de se persuader qu'il est nécessaire de modifier ce système d'États ou de trouver d'autres bases pour constituer les communautés politiques – qui pourraient aller d'un «retour au Moyen-Âge» à un gouvernement mondial.

Je ne cherche ni à discréditer cette prise de position, ni à critiquer les nombreuses solutions proposées, mais à discuter des raisons, plus empiriques que logiques, pour lesquelles la guerre est plus souvent due à l'entreprise de création ou de construction d'un État qu'aux systèmes d'États déjà en place. Depuis le début du xvii<sup>ème</sup> siècle, la guerre a été plus souvent provoquée par des tentatives de création d'États que par de prétendues «luttres de pouvoir» entre des États-nations. En dépit de l'analyse assez convaincante de Rousseau, la coopération entre États demeure aujourd'hui beaucoup plus présente que le genre de conflit susceptible de conduire à la guerre.

Nous souhaitons tout d'abord indiquer à quel point la guerre est moins institutionnalisée et chercher ensuite ce qui la lie à la création d'États. Notre vision de la guerre est encore imprégnée des expériences des xvii et xviii<sup>èmes</sup> siècles, où il s'agissait d'un conflit entre deux États souverains ou plus. En fait, l'usage de la force a plus souvent été considéré comme lié à la création d'États que comme un moyen pour eux de mettre sur pied une politique étrangère. Les jugements éthiques que nous portons sur cet usage de la force demeurent fondés sur une conception éculée de la guerre; nous ne nous sommes pas vraiment adaptés à la réalité d'aujourd'hui.

## I – La guerre dans l'ancien système des États-nations

La définition du concept moderne de guerre remonte à l'Europe du xviii<sup>ème</sup> siècle, et elle est demeurée inchangée au moins jusqu'à la fin du xix<sup>ème</sup> siècle, au moment où la combinaison de la technologie et de l'industrialisation avec le processus de guerre a transformé la «signification» de la guerre, ainsi que bon nombre de ses principales caractéristiques. Au cours du xviii<sup>ème</sup> et d'une bonne partie du xix<sup>ème</sup> siècle, on concevait la guerre comme une entreprise rationnelle permettant d'atteindre et de défendre les objectifs d'un État, objectifs qu'on ne pouvait atteindre par d'autres moyens, tels que la diplomatie. C'était notamment ainsi que Clausewitz percevait la guerre – comme un moyen détourné de poursuivre certaines politiques –, et les décideurs politiques qui privilégiaient la guerre à d'autres solutions ne considéraient aucunement leur choix comme exceptionnel ou insolite.

La guerre faisait partie de la panoplie classique des pratiques d'un État vis-à-vis d'autres États. Les hommes d'État, politiciens et analystes ne l'assimilaient pas du tout à la torture, aux massacres ou à la destruction qui avaient été monnaie courante durant la Guerre de Trente Ans, entre 1618 et 1648. Clausewitz reconnaissait qu'il y a en toute guerre aux moyens et aux objectifs limités une dynamique inhérente, susceptible d'en faire un processus d'anéantissement des masses totalement incontrôlable (il faisait référence à certaines innovations guerrières de l'époque napoléonienne), mais la guerre représentait surtout un instrument politique soigneusement adapté à des objectifs diplomatiques très clairs. Elle avait pour but de perturber la vie politique des autres États. Une guerre dictée par la politique plutôt qu'une politique dictée par la guerre.

Les guerres livrées en Europe entre la signature des Traités de Westphalie et le début de la Première Guerre mondiale ont été assorties de toutes sortes de règlements et de conventions. C'est pourquoi nous pouvons dire que durant cette période, la guerre était une institution. Il existait des règles pour les sièges et les manœuvres, pour l'engagement sur terre et sur mer, et des procédures ainsi que des cérémonials très précis de reddition. À l'époque, on faisait une analogie entre la guerre et les duels, laquelle était relativement justifiée, car la façon dont on menait une guerre reflétait fidèlement les valeurs et l'étiquette de la Noblesse, d'où étaient issus la plupart des officiers jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle. Elle témoignait également de l'état d'esprit du Siècle des Lumières, qui prônait la modération, l'équilibre, les bonnes manières et l'héroïsme, mais pas les effusions de sang.

Bien entendu, d'autres considérations faisaient de la guerre une entreprise politique dont les objectifs étaient très spécifiques et bien délimités pour ce qui concernait les autres États. Les armées professionnelles de l'époque coûtaient cher à mettre sur pied et à entretenir. Elles ne pouvaient prendre le risque d'être anéanties lors de grandes batailles. L'armement, les moyens de transport et d'autres techniques relativement rudimentaires réduisaient la mobilité des troupes, et la victoire n'était souvent possible que grâce à des manœuvres très recherchées ou parce que l'adversaire était placé dans une position tactique impossible à tenir. Il n'était pas nécessaire d'anéantir l'adversaire pour vaincre ; il suffisait de le désarmer. Mais nous ne devons pas insister outre mesure sur le déterminisme technologique ; après tout, la Guerre de Trente Ans a été livrée avec des moyens techniques très sommaires, et elle a pourtant provoqué une destruction à grande échelle que les règles de l'étiquette n'ont pu empêcher. On peut également expliquer le caractère relativement modéré des guerres des XVIII<sup>èmes</sup> et XIX<sup>èmes</sup> siècles – à l'exception de certaines campagnes napoléoniennes – par les conventions sociales et par le statut de classe à part qu'on attribuait aux dirigeants militaires à l'époque.

On pouvait décrire la guerre comme un prolongement concret de la diplomatie, étant donné que les coûts d'une défaite potentielle étaient rarement préjudiciables à l'État, et que toute perte était habituellement vengée lors d'une guerre ultérieure. La guerre était un moyen de résoudre

les conflits lorsque les autres tentatives avaient échoué; elle n'était pas uniquement un instrument de révolution sociale.

Si la guerre n'était pas totale, la défaite et la paix ne l'étaient pas non plus. Une défaite se soldait généralement par la perte d'un héritage ou d'un titre, d'une province, de quelque territoire ayant une valeur stratégique, d'une colonie, par des restrictions des monopoles commerciaux ou la réduction forcée des barrières douanières. On n'essayait ni de désarmer les vaincus (à l'image du désarmement total qu'ont subi l'Allemagne et le Japon en 1945), ni d'occuper un territoire clé (Paris n'a été occupée que durant une courte période après la chute de Napoléon), ni de démembrer l'État (à l'exception de la Pologne) ou encore d'exiger des indemnités très élevées ou des réparations. En fait, tout au long du XVIII<sup>ème</sup> siècle, la plupart des accords de paix conclus au terme de conflits bilatéraux étaient considérés comme un peu plus que de simples armistices ou cessez-le-feu. Lors des négociations, on était tout à fait certain qu'une fois que le contexte se serait amélioré pour la partie vaincue, cette dernière reprendrait les armes à un moment donné. Les guerres de revanche étaient monnaie courante dans le paysage diplomatique du XVIII<sup>ème</sup> siècle.<sup>2</sup>

Il est un autre élément non négligeable dans la conception qu'a Clausewitz de la guerre: d'après lui, les interventions militaires relèvent exclusivement des dirigeants et des gouvernements, et ne sont pas des entreprises de nature sociale. La plupart des historiens et philosophes de cette époque ne qualifiaient pas la guerre de «problème» de relations internationales. Les auteurs ne la décrivaient pas comme un mal absolu, bien que certains se soient dits solidaires de la situation critique que connaissaient les paysans, obligés de soutenir l'effort de guerre à travers des impôts très élevés et souvent ruineux. Les métaphores décrivant la guerre comme un fléau, une épidémie ou une maladie n'ont fait leur apparition qu'après la fin de la Première Guerre mondiale. Aux XVIII<sup>èmes</sup> et XIX<sup>èmes</sup> siècles, en temps de guerre, les relations commerciales et culturelles, ainsi que les échanges de personnes entre États belligérants ne cessaient pas; ils continuaient au même rythme qu'en temps de paix. Pour Frédéric le Grand, la guerre idéale était une guerre au cours de laquelle les sujets de l'État n'avaient même pas conscience des affrontements armés.<sup>3</sup>

Pour les monarques, la guerre avait des conséquences aussi importantes qu'attrayantes. Elle constituait un baromètre du statut de leur État et de son prestige sur le plan international, ainsi qu'un excellent moyen pour la Noblesse de satisfaire son goût pour l'aventure, les honneurs et l'héroïsme. Le mythe de la monarchie était basé en partie sur les victoires et les défaites de guerre qui jouaient sans doute un rôle très important dans certains pays.

2. Kalevi J. HOLSTI, *Peace and War: Armed Conflicts and International Order, 1648-1989*. Cambridge, Cambridge University Press, 1991, ch. 4.

3. Geoffrey TREASURE, *The Making of Modern Europe, 1648-1989*. London, Methuen and Co. Ltd., 1985, p. 207.

Bien que les coûts et les risques provoqués par la guerre fussent suffisamment élevés pour dissuader la plupart des gouvernements de s'engager dans de telles entreprises (à l'exception, toutefois, de Louis XIV), ils ne cherchaient pourtant aucunement à les éviter. Les richesses de la nation constituaient un facteur plus dissuasif que l'opinion des hommes politiques. Lorsqu'ils décidaient d'avoir recours à la force, ils se demandaient plutôt s'ils pouvaient financer le conflit et si les paysans accepteraient de payer des impôts que si la violence était justifiée ou non. Ils ne considéraient certainement pas la guerre comme une catastrophe, une forme exceptionnelle de manœuvre politique ou quelque péché que ce soit. La guerre avait déjà joué un rôle crucial dans la mesure où elle avait permis de créer et de consolider certains États, d'asseoir la réputation de nombreux monarques, de garantir le statut des colonies étrangères en repoussant les pirates et autres prédateurs, et de protéger le patrimoine de la royauté ainsi que ses objectifs et ses prétentions. La guerre permettait d'atteindre de nombreux objectifs considérés comme importants, méritoires et essentiels pour qu'un État et son régime puissent s'établir et progresser en permanence.

## II - L'évolution des différents concepts de guerre

Nombreux sont ceux qui ont analysé en détail les conséquences de la combinaison entre l'industrialisation et le processus de guerre.<sup>4</sup> Il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler les grandes lignes de telles analyses. Entendons-nous sur le fait que l'utilisation des sciences et techniques à des fins guerrières, ainsi que la mobilisation de populations entières pour mener des combats où la victoire signifie l'anéantissement de l'ennemi et la restructuration complète de sa société et de sa politique, ne modifient pas seulement les caractéristiques physiques de la guerre, mais également sa «signification» sociale. Aujourd'hui, le concept de guerre a une connotation très différente de celle qu'on lui attribuait aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Les spécialistes contemporains et les porte-parole des mouvements pacifistes décrivent la guerre comme l'incarnation du mal et comme un très grand danger. Ils la cataloguent comme le problème le plus important en politique internationale et font souvent référence à «l'étendue de la guerre», à «la contagion guerrière» ou à «la maladie de la guerre», qu'ils associent à des phénomènes non rationnels de pathologie décisionnelle, d'impossibilité de contrôler ses actes, de douleur et de futilité. Grâce à leur savoir et aux recherches qu'ils entreprennent, les spécialistes en sciences sociales peuvent, au même titre que les docteurs, élaborer des mesures préventives et des remèdes. De nombreux spécialistes contemporains ont étudié les causes de la guerre et

4. Cf., John U. NEF, *War and Human Progress?* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1952; Raymond ARON, *The Century of Total War*. Boston, The Beacon Press, 1955; Michael MANDELBAUM, *The Nuclear Revolution*. New York, Cambridge University, Press, 1981; Maurice PEARTON, *The Knowledgeable State*. London, Burnett Books Ltd., 1982.

pensent que la décision d'avoir recours à la force est le résultat de syndromes psychotiques chez les hommes politiques, de perceptions erronées ou de diverses pathologies d'ordre décisionnel, telles que le manque d'information, les politiques bureaucratiques et les «réflexions de groupe», entre autres.<sup>5</sup> Du fait que les conséquences sociales de la guerre sont extrêmes et parce que l'équilibre entre les coûts, les risques et les avantages qu'elle fait naître penche désormais très nettement du côté des pertes massives, la guerre n'est plus considérée par de nombreux analystes comme une activité qui aide à résoudre les conflits, au sens où l'entendait Clausewitz. On considère désormais qu'elle illustre des comportements déviants sur le plan diplomatique, qu'elle est un élément pathologique des systèmes étatiques et constitue un choix final inévitable (sub-optimal) pour les décideurs politiques.

Compte tenu des pertes énormes en vies humaines et des destructions massives qui ont résulté des deux Guerres mondiales, et considérant les conséquences quasi inimaginables d'un conflit nucléaire – même de faible ampleur –, cette «interprétation» de la guerre est compréhensible. Et si elle peut de quelque manière que ce soit aider à prévenir de nouvelles guerres ou un conflit nucléaire, elle est alors tout à fait digne d'intérêt.

### III – La guerre dans le monde d'après-guerre

Le problème avec cette conception de la guerre, c'est qu'elle ne reflète pas véritablement les conflits que nous avons connus depuis 1945. Nous avons forgé notre vision contemporaine de la guerre à partir des conflits que nous a donnés l'histoire de l'Europe – c'est-à-dire que nous la voyons comme un phénomène intervenant dans les relations entre États – et particulièrement à partir des conséquences des deux plus importantes, celle de 1914 et celle de 1939; mais nous nous appuyons également sur la façon dont nous imaginons l'holocauste nucléaire. Pourtant, la plupart des guerres qui ont éclaté depuis 1945 ne correspondent pas à ces scénarios, construits à partir de l'Histoire ou de simples hypothèses. En fait, cette période correspond à de grands bouleversements et à une prolifération de la violence sur le plan international, revêtant diverses formes. La guerre classique opposant deux armées nationales dans une lutte farouche existe encore, mais elle est de moins en moins fréquente. De nombreux autres types de conflits armés sont apparus. Il s'agit notamment des diverses formes de terrorisme, des «conflits de faible ampleur», des guérillas, des guerres de libération nationale, des *intifadas* et de certaines méthodes encore plus étranges employées dans la poursuite ou la défense des intérêts politiques. Les formes de guerre, ainsi

5. Comparer Ralph K. WHITE, *Nobody Wanted War: Misperception in Vietnam and Other Wars*. New York, Doubleday and Co., 1970; Irving L. JANIS, *Victims of Groupthink*. Boston, Houghton Mifflin, 1972; Robert JERVIS, *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, Princeton University Press, 1976.

que les règles de l'étiquette qui y étaient associées aux XVIII<sup>èmes</sup> et XIX<sup>èmes</sup> siècles, ne jouent aucun rôle dans ces versions modernes du conflit armé. Le seul critère éthique qui les réunit toutes tient au fait qu'elles reflètent la volonté du «peuple».

#### IV – La popularisation du phénomène de la guerre

Par popularisation, je n'entends pas faire référence aux côtés innovateurs des guerres révolutionnaires qui ont eu lieu en France, où les hommes d'âge adulte s'étaient mobilisés pour créer la première véritable armée nationale. Je fais plutôt allusion aux raisons qui justifient l'usage de la force. Ces raisons ne sont pas toutes apparues durant la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, mais elles n'ont pas influencé le système des États européens avant la période qui a suivi le Congrès de Vienne et ne sont devenues universelles qu'après 1945. Les raisons de la guerre populaire ont toujours eu un rapport avec la création d'États ou avec le désir de fonder une communauté politique sur un seul et unique groupe ethnique, linguistique ou religieux. Cela s'est d'abord manifesté à travers les campagnes menées par les Grecs pour se libérer de l'Empire ottoman vers 1820, puis en 1830-31, lorsque les Belges se sont révoltés contre l'opresseur hollandais, et également à différentes époques dans certaines parties de l'Europe, jusqu'à ce que la Première Guerre mondiale démantèle les vieux empires européens. La guerre populaire demeure le moyen le plus efficace pour transformer les anciennes structures politiques (les empires multi-ethniques) en modèles modernes d'États-nations. Cette forme de guerre n'a donc pas grand-chose à voir avec l'«état de guerre» opposant des entités souveraines distinctes – qui est la forme classique de conflit dont traitent les ouvrages consacrés à la guerre et dont témoignent les relations internationales ; elle a par contre un rapport avec l'apparition des États et le déclin des empires.

C'est peut-être pour cette raison qu'aujourd'hui, nous avons beaucoup de difficulté à analyser précisément l'incidence de la guerre au cours des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. Des recherches importantes ont été entreprises, telles que le «Correlates of War Project» de l'Université du Michigan,<sup>6</sup> et elles ne recensaient généralement que les guerres entre États (inter-États), établissant une nette distinction entre ces conflits et les guerres civiles. Les chercheurs considèrent le modèle de guerre des XVIII<sup>èmes</sup> et XIX<sup>èmes</sup> siècles comme la base conceptuelle de leurs études. Mais les guerres que nous avons connues depuis 1945 rendent cette distinction difficile et il est donc assez problématique de les recenser selon des règles précises. Devrions-nous omettre certains conflits armés de l'inventaire que nous dressons des diverses guerres, simplement parce que l'une des parties ne représente pas un État ?

6. J. David SINGER, «Accounting for International War: The State of the Discipline», in *Journal of Peace Research*, 18, 1981, pp. 1-18 ; J. David SINGER, *et al.*, *Explaining War*. Beverly Hills, Calif., Sage Publications, 1979.



En fait, au cours des guerres de l'après-1945, les parties en présence étaient au moins des «pré-États», puisque l'objectif de leur engagement dans la lutte armée était précisément de créer un État. Finalement, ce genre de conflit armé peut être qualifié d'«insurrection armée» ou de «guerre civile internationale», mais il serait sans doute plus approprié de distinguer les guerres d'un point de vue légal plutôt que par rapport à leurs caractéristiques essentielles. Essayons de définir certaines de ces caractéristiques.

L'une d'elles est certainement l'effet de surprise. Il n'existe aucune règle d'étiquette relative au début, au déroulement ou à la fin de toutes ces guerres. Il n'existe aucune recette miracle pour vaincre, aucun modèle reconnu qui puisse être appliqué universellement, aucun principe stratégique ou tactique qui puisse assurer la victoire dans différents contextes. La plupart des grands débats qu'engagent les partisans de la guérilla n'aboutissent à aucun principe général sur la manière de conduire ce genre de guerre. Il n'existe aucune école de «guerre du peuple», contrairement aux prétentions qu'avait exprimées Mao à ce sujet. En 1990, l'incroyable effet de surprise créé par Saddam Hussein avec les otages et les moyens de dissuasion qu'il a employés dans la région du Golfe illustre cet état de fait. Ces pratiques ont surpris les responsables politiques à Londres, Paris et Washington, tout comme les interventions-surprises des «Minutemen» et des «Rangers» dans les forêts reculées avaient surpris les troupes britanniques qui essayaient de faire régner l'ordre dans l'Amérique colonisée, par des manœuvres militaires classiques.

La guerre a pour deuxième caractéristique le lien étroit qui existe entre les combattants et la population qu'ils représentent. Contrairement aux guerres des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup><sup>mes</sup> siècles, où civils et militaires appartenaient à deux classes nettement distinctes, la plupart des guerres d'après 1945 ont été menées dans des contextes où ces deux classes se retrouvaient liées. Par nature, la guerre éveille la conscience politique des masses, créant ainsi un genre de fondations pour le nouvel État. Les raisons d'une guerre sont autant internes qu'externes. Elle vise à faire évoluer à l'échelle nationale le sentiment de dévouement de la population, qui s'articule habituellement autour d'un clan, d'une communauté ou d'une région. La guerre est de nature politique autant que stratégique et tactique. Les insurgés ne peuvent pas se mesurer aux forces impériales ou étrangères à eux tout seuls; leur force réside dans la politisation et dans la collaboration de la population plutôt que dans un armement hautement technologique, bien que ce dernier élément puisse avoir une importance considérable pour la victoire finale dans un conflit.

En troisième lieu, on constate une similitude entre ces types de guerres et les guerres inter-États des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup><sup>mes</sup> siècles, en ce sens qu'elles exigent toutes deux un contrôle très précis ainsi qu'un dosage du recours à la force. Aujourd'hui, les conflits armés visent moins à anéantir rapidement l'ennemi qu'à lui infliger toute une série de défaites moins coûteuses. Ainsi que l'ont observé certains spécialistes de la guérilla, lors des guerres non conventionnelles, vaincre revient à ne pas être vaincu. Rester au pouvoir est ce qui prime avant tout.

C'est pour cette raison que la plupart de ces guerres ont duré extrêmement longtemps par rapport aux conflits inter-États classiques. Les communistes chinois ont été en guerre du début des années 30 à 1949, avec quelques brèves interruptions. La guerre de libération nationale et d'unification de l'Indochine a débuté en 1946 et n'a abouti à une solution qu'en 1975 – presque trente ans plus tard. En Érythrée, la guerre de sécession dure depuis 28 ans, et le Front du Polisario cherche depuis 15 ans à créer lui aussi un État dans une région sauvage de l'Afrique du Nord-Ouest. L'Organisation de libération de la Palestine a déclaré la guerre à Israël il y a presque un quart de siècle déjà. Bien entendu, certaines victoires ont été par contre rapidement acquises. On pense à la création d'Israël (moins de trois ans) et à celle du Bangladesh, en quelques semaines seulement. Les 22 guerres engendrées par la création d'États depuis 1945 ont eu une durée moyenne de 7,6 années. Par contre, la durée moyenne des guerres ayant eu lieu en Europe entre 1715 et 1814 est de 3,7 années.<sup>7</sup>

Aujourd'hui, de nombreuses guerres possèdent une quatrième caractéristique : il s'agit du manque de résultats concrets. Dans la conception qu'avait Clausewitz de la guerre, «le résultat d'un conflit armé a nécessairement des conséquences pour les relations politiques» entre les belligérants.<sup>8</sup> Ces conséquences apparaissent généralement dans un traité de paix reconnu par tous (bien que de tels traités ne respectent pas toujours les lois), qui établit certains droits, valeurs et obligations. Les gouvernements s'entendent pour accepter le verdict rendu à l'issue du conflit armé. Les guerres traditionnelles ont toujours été chargées de symboles. Des types particuliers de victoires et de défaites annonçaient le retour aux pratiques diplomatiques, aux négociations et au marchandage à propos de la nature des relations après-guerre et de la distribution du butin. À l'image des matches de boxe, les guerres aboutissaient toujours à une décision.

Dans le monde d'après 1945, certaines guerres ont conservé ces mêmes caractéristiques. On pense, par exemple, à la bataille de Dien Bien Phu, qui a donné lieu à la conférence de Genève, où l'on a décidé d'un nouvel ordre pour l'Indochine française. Malheureusement, de nombreux autres conflits n'ont pas abouti à des décisions respectant la Loi. Certains sont devenus des conflits «gelés», c'est-à-dire des situations où les deux parties finissent par apprendre à vivre avec des solutions dont aucune d'elles ne considère qu'elles font autorité ou sont permanentes, et où aucune d'elles ne cherche non plus à se lancer à nouveau dans le conflit par de nouvelles interventions militaires. C'est le cas de Chypre. D'autres conflits cessent d'attirer l'attention durant de longues périodes, pour mieux revenir, parfois, au devant de la scène internationale plusieurs décennies plus tard. Le Cachemire en est un exemple parfait. En d'autres termes, les guerres sont de moins en moins

7. Dans *Peace and War*, Holsti fournit les données à partir desquelles ces calculs ont été faits.

8. Hugh SMITH, «The Womb of War: Clausewitz and International Politics», in *Review of International Studies*, 16 January 1990, p. 52.

des luttes armées destinées à résoudre certains conflits entre États et de plus en plus un moyen d'exprimer une certaine hostilité (qu'elle soit de nature ethnique, religieuse ou linguistique) au sein des sociétés de certains États ou entre les nationalités qui sont disséminées dans plusieurs États. On ne peut résoudre les conflits inter-ethniques, linguistiques ou religieux en se contentant de résoudre temporairement les problèmes par des interventions militaires, comme on répondrait aux revendications portant sur la délimitation des frontières d'un État. Les conflits de société persistent au fil des siècles et des générations, et ils dépassent souvent les limites des États. Les guerres qu'ils engendrent peuvent donner une idée assez générale de l'équilibre des forces en présence à n'importe quel moment. Mais elles aboutissent rarement à des solutions qui satisfont tout le monde et permettent de résoudre effectivement les problèmes sous-jacents à un conflit.

Ces nouveaux types de guerres présentent bien d'autres caractéristiques, mais les quatre que nous avons décrites ci-avant se démarquent par rapport aux aspects principaux des guerres inter-États classiques et à la conception que nous en avons. À cause de la «popularisation» de la guerre, nous nous trouvons face à un problème d'éthique lorsque nous cherchons à en évaluer les caractéristiques. Les conflits classiques – c'est-à-dire les guerres opposant des États déjà constitués – suscitent en général la réprobation; mais les guerres justifiées par la création d'États jouissent d'un certain crédit.

## V – L'état de guerre: jugements critiques

Depuis 1945, lorsqu'on réfléchit au problème de la guerre, on a curieusement tendance à ignorer les conflits engendrés par les créations d'États. Je ne veux pas dire qu'on a cessé de se préoccuper de ces conflits – on se souvient des grands débats suscités aux États-Unis par la Guerre du Vietnam et du nombre considérable d'ouvrages consacrés à la «guerre non conventionnelle» –, mais plutôt que notre approche théorique des relations internationales et la façon dont nous les jugeons ne se sont pas encore adaptées au phénomène de diversification des conflits. Les différents mouvements pour la paix semblent être obnubilés depuis longtemps par le spectre de la guerre nucléaire; leurs représentants mentionnent rarement les autres types de conflits, et cela en dépit de la prédominance très nette des nouvelles formes de guerre. Vingt-six des vingt-huit guerres et interventions armées importantes recensées entre 1945 et 1989 étaient des conflits non conventionnels de libération nationale ou de création d'États (ce chiffre n'inclut pas les guerres qui continuent aujourd'hui).<sup>9</sup> Pour certaines d'entre elles, l'ampleur des pertes en vies humaines et des destructions a été considérable, avoisinant et parfois surpassant celle des guerres conventionnelles entre États.

9. K. HOLSTI, *Peace and War*, *op. cit.*, ch. 11.

Pourtant, ces guerres n'intéressent pas vraiment les spécialistes ou les groupes activistes. C'est peut-être notamment parce que, d'après les observateurs, les guerres inter-États classiques sont très dangereuses, du fait qu'elles peuvent conduire à une escalade vers l'utilisation du nucléaire, contrairement aux guerres engendrées par la création d'États ou par des problèmes d'ordre ethnique, linguistique ou religieux. En fait, c'est plutôt sur les causes et les objectifs de ces deux types de guerres qu'il conviendrait de porter un jugement.

De nos jours, l'éthique traditionnelle relative à la guerre est énoncée dans la Charte des Nations Unies, qui spécifie clairement qu'on ne peut avoir recours à la force armée que pour des raisons d'auto-défense, qu'elle soit individuelle ou collective. Au moment où l'on a rédigé cette charte, l'image ou le concept de guerre qui prévalait se basait sur l'expérience de la décennie précédente. La guerre était décrite comme le résultat d'un acte flagrant d'agression de la part de pouvoirs expansionnistes. Pourtant, la Charte ne dit rien des guerres de libération nationale, des guerres engendrées par la création d'États ou des autres types de conflits armés qui ne correspondent pas vraiment au modèle de l'agression militaire des années 30. En ce sens, la Charte des Nations Unies est un document dépassé. Les responsables de la planification aux Nations Unies n'ont pas prévu que la violence armée à venir apparaîtrait avant tout dans ce que l'on a appelé depuis le Tiers Monde.

Si la Charte stipule suffisamment clairement que la guerre est une activité entre États au sens que lui donnait Clausewitz, les jugements que portent le public et les spécialistes sur les autres formes de violence affectant les relations inter-États vont de la dénonciation sans appel (en particulier lorsque les mouvements de libération se réclament du communisme) au soutien inconditionnel. La Charte dit clairement que les États ne peuvent recourir à la violence ou même brandir la menace de la violence que dans des circonstances extrêmement rares et précises. Il se trouve que le principe d'autodétermination des peuples a été maintes fois invoqué pour justifier cet usage de la force par des intervenants qui n'étaient pas des États, et même par certains États. Mais une ambiguïté subsiste, même dans pareils cas. Les raisons qui justifient la création d'un État et la recherche d'une certaine forme d'indépendance basée sur l'éthique ont légitimisé la violence armée à l'encontre des régimes coloniaux, alors que de nombreux mouvements de sécession armée à l'intérieur des pays du Tiers Monde ont reçu bien peu de soutien sur le plan diplomatique. La façon dont nous percevons et jugeons l'usage de la violence au sein même des États et entre eux est de nature instrumentale. Les guerres combattant le colonialisme sont légitimes, mais celles qui éclatent à l'intérieur des États, même lorsque leurs instigateurs invoquent le principe d'autodétermination, suscitent moins souvent l'approbation générale. La façon dont les Nations Unies réagissent à ces différents types de conflits illustre bien les diverses normes à ce sujet. L'organisation n'est pas intervenue dans de très nombreuses guerres de sécession du Tiers Monde, mais elle a par contre immédiatement condamné l'agression dont le

Koweït a été victime en 1990 (agression organisée par Saddam Hussein comme on le faisait dans les années 30), ainsi que plusieurs interventions des grandes puissances, de nature impérialiste.

On retrouve également des ambiguïtés d'ordre éthique et certaines perspectives pragmatiques relatives à la guerre dans les ouvrages contemporains spécialisés dans les relations internationales. Par exemple, les études portant sur les processus décisionnels en situation de crise mettent uniquement l'accent sur les activités des États déjà établis. Nombre de ces études soulignent les pathologies d'ordre personnel, collectif ou bureaucratique, et supposent ou concluent que les décisions – des États – d'avoir recours à la force sont inévitables (sub-optimal). Il n'existe cependant aucune étude comparative sur les décisions prises par les leaders de mouvements révolutionnaires, sécessionnistes ou de libération nationale. Pour quelle raison? Parce qu'il semble que même les esprits les plus brillants ne considèrent l'usage de la force par ces groupes ni comme inhabituel, ni même comme déplacé. Il n'est venu à l'idée d'aucun spécialiste ou activiste que, lorsque les Tamouls, les Kurdes, les Soudanais du Sud, les Noirs sud-africains, les Érythréens, les Karens ainsi que des dizaines d'autres communautés ont décidé d'avoir recours à la force pour défendre leur cause, ce pouvait être dû à une mauvaise perception de leurs problèmes, à un manque d'information, à la personnalité tourmentée de leurs dirigeants, à des «réflexions de groupe» ou à d'autres formes d'insuffisances sur le plan décisionnel, facteurs qui ont si souvent engendré des conflits entre États. En bref, l'usage que font les États de la force pour s'opposer les uns aux autres est illégal en regard des normes de la communauté internationale, et il est fréquemment décrit dans les ouvrages spécialisés comme la conséquence de processus décisionnels erronés et souvent de nature pathologique. Par contre, l'usage de la force par des groupes qui ne représentent pas des États ou en sont au stade pré-étatique, pour venir à bout de situations de type colonialiste, est un autre problème: nous jugeons – consciemment ou inconsciemment – que ces types de conflits sont légitimes.

Nous assistons à une multiplication des types de guerres. Pourtant, notre bagage conceptuel n'a pas évolué avec le temps, que nous l'appliquions aux études de politique internationale ou aux jugements que nous portons sur l'usage de la force dans les relations internationales. Les normes internationales condamnent le recours à la force dans les relations entre États, et elles sont profondément ancrées dans l'esprit de ceux qui ont vécu les horreurs des deux grandes guerres européennes de ce siècle, et également chez ceux qui se sentent concernés à juste titre par les conséquences possibles d'un conflit nucléaire. Mais on s'engage sur une voie où règne la plus grande ambiguïté lorsque l'on cherche à analyser ou à juger les guerres qui se sont multipliées depuis 1945. J'en conclus que le mythe de la constitution de l'État demeure tellement fort partout dans le monde que nous ne jugeons pas sévèrement ceux qui recourent à la force pour parvenir à cet idéal, en particulier s'ils combattent pour cela un pouvoir colonialiste. La métamorphose des empires en États-nations ne pouvait la plupart du

temps pas se faire par des moyens pacifiques, que ce soit en Europe avant 1918 ou dans le Tiers Monde après 1945. L'état de guerre demeure ce qu'il a été et constitue encore le fondement de l'État. Mais la popularisation de la guerre a considérablement affecté ces éléments, en particulier pour ce qui est des liens entre combattants et civils. Mao prétendait que la guerre révolutionnaire était nécessaire pour pouvoir mobiliser la population dans l'entreprise de création de l'État et de la nation, et pour venir à bout de l'ennemi impérialiste. C'est sans doute son idée de la création de l'État qui a prévalu dans le monde d'après 1945. S'il est difficile de soutenir sans condition la thèse, populaire à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, selon laquelle les États ne peuvent survivre que par la guerre, on peut justifier le fait que le principe d'autodétermination – fondement idéologique de la légitimité de l'État moderne – a une influence sur la nature et les conséquences de la guerre.

Au cours de l'histoire contemporaine, la guerre a été associée à la naissance des États. C'était l'instrument par excellence pour transformer les formes anciennes d'empires en États modernes fondés sur la nationalité. Que cela leur soit profitable ou non, peu de nouveaux États pouvaient s'appuyer sur une seule nationalité; c'est pourquoi aujourd'hui encore, certains ont régulièrement recours à la force pour protéger et promouvoir leur identité ethnique, linguistique et religieuse. Le processus de création des États n'est pas terminé, bien que le taux de natalité ait diminué sensiblement au cours de la dernière décennie. Si un système d'États-nations parfaitement évolués n'est pas une garantie de paix (en particulier lorsqu'une grande partie de ses membres demeurent marginaux ou oppriment d'autres peuples), il laisse néanmoins augurer d'un monde moins violent, dans lequel nous assisterions toujours à des guerres opposant les États, mais où nous nous débarrasserions de l'une des causes principales des effusions de sang, de la destruction et des tueries: la lutte pour la création d'un État.

*[Traduit de l'anglais]*